

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETU&ID_NUMPUBLIE=ETU_116&ID_ARTICLE=ETU_116_0595

La Turquie et ses minorités

par Jean-Marc BALHAN

| SER-SA | Études

2009/12 - Tome 411

ISSN 0014-1941 | pages 595 à 604

Pour citer cet article :

– Balhan J.-M., La Turquie et ses minorités, Études 2009/12, Tome 411, p. 595-604.

Distribution électronique Cairn pour SER-SA.

© SER-SA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La Turquie et ses minorités*

JEAN-MARC BALHAN

* Adapté de « Nous et les autres. De la difficulté à être "différent" en Turquie », *Analyse et Réflexion*, juin 2009, Centre AVEC (Centre de recherche et d'action sociale, Bruxelles, www.centreavec.be).

La question des « minorités » est brûlante en Turquie depuis la montée des nationalismes qui ont présidé à la dissolution de l'Empire ottoman. L'essai de partition du petit reste anatolien par les grandes puissances après la Première Guerre mondiale, lors du Traité de Sèvres en 1920, ne fit qu'aggraver les choses et radicaliser le nationalisme qui donna naissance à la nouvelle République turque. Ce nationalisme, qui imprégna des générations de Turcs, est encore bien présent de nos jours, même si, depuis le début des années 2000, une partie de la société civile ainsi que l'AKP, le parti « démocrate conservateur » de Recep Tayyip Erdoğan, au pouvoir depuis 2002, commencent à le remettre en question, soutenus par le processus d'adhésion à l'Union Européenne. Ce nationalisme a parfois doublé le conservatisme social présent dans la « Turquie profonde ». Au cœur de celle-ci, il n'est pas toujours facile d'être « différent », que l'on porte les cheveux longs ou que l'on soit alévi, kurde ou non-musulman.

Plutôt que de lire la société turque avec une grille « droits de l'homme » en y pointant d'un doigt accusateur divers manquements, nous voudrions approfondir ici les dynamiques en cours dans ce pays qui commence peu à peu à accepter le pluralisme qui l'habite et à débattre ouvertement de ces questions. Ces débats, qui firent longtemps l'ob-

Jésuite. Facultés Universitaires Notre Dame de la Paix (FUNDP, Namur) ; Centre Interdisciplinaire d'Etude de l'Islam dans le Monde Contemporain (CISMOC, Université Catholique de Louvain) ; Centre AVEC (Bruxelles).

jet d'un tabou, peuvent maintenant avoir lieu, spécialement grâce au point d'appui formidable que constitue en Turquie, pour le levier de la démocratisation en cours dans ce pays, le processus d'adhésion à l'Union Européenne.

Nous et les autres : centre, périphérie et démocratie

On entend souvent parler de la division entre « laïcs » et « islamistes » en Turquie. De quoi s'agit-il ? Dans la mentalité kémaliste, l'Etat, pour ne pas être potentiellement contrôlé par la religion, se doit de la contrôler ; la religion, parce qu'elle aurait été responsable de l'état d'arriération du pays, doit être réformée et mise en marge pour laisser place aux sciences et à une culture nationale. L'appartenance aux élites économiques et politiques des grandes villes du pays fut ainsi pendant longtemps intrinsèquement liée à l'appartenance à une culture qui tendait à mépriser les symboles religieux et les personnes qui en étaient porteuses. L'arrivée du multipartisme et l'exode rural après la Deuxième Guerre mondiale, et surtout l'émergence progressive, à partir des années 1980, d'une nouvelle élite économique et culturelle en Anatolie, firent progressivement se rencontrer des groupes sociaux qui naguère se fréquentaient très peu. Et il fallut commencer à « se partager le gâteau ».

C'est l'émergence sur le « marché politique » de cette nouvelle bourgeoisie¹ qui est à l'origine de la naissance de l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan qui remporta les élections en 2002 puis en 2007. Se décrivant comme « démocrate conservateur », ce parti défend bien sûr les intérêts de ceux qui l'ont élu et ainsi, d'une certaine manière, « démocratise » le pays en facilitant leur émergence politique, économique et culturelle. Dans ce cadre, l'ouverture des négociations en vue de l'accession de la Turquie à l'Union Européenne fournit un moteur et un point d'appui inespéré. Mais de quelle démocratisation parlons-nous ? S'agit-il d'une démocratisation instrumentalisée au service d'un groupe et d'intérêts particuliers, d'un « nous » contre « eux », ou au service de la société dans son ensemble ? S'agit-il d'une revanche de la périphérie sur le centre ou du début d'un processus de construction d'une société turque ouverte à la reconnaissance et à l'acceptation de sa propre diversité ?

1. Sur l'émergence de cette nouvelle élite ainsi que son rôle dans l'évolution de l'islam politique en Turquie et dans la naissance de l'AKP, voir M. Hakan Yavuz, *Secularism and Muslim Democracy in Turkey*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009, ainsi que les ouvrages précédents de cet auteur.

2. L'exemple le plus frappant de nationaliste au sein de l'AKP est probablement Cemil Çiçek qui, comme ministre de la Justice, a soutenu le fameux article 301 du code pénal, maintenant légèrement revu, qui punissait toute insulte au « caractère turc » et qui fut utilisé contre des intellectuels. Quant au Premier ministre Erdoğan, un ultra-pragmatique conduisant la barque d'un parti composite soutenu par une base qui l'est tout autant, et devant décider dans un environnement délicat, souffle lui-même le chaud et le froid, démocrate révolutionnaire ou conservateur-étatiste à ses heures.

3. Ali Çarkoğlu, Binnaz Toprak, *Değişen Türkiye'de Din, Toplum ve Siyaset*, TESEV Yayınları, İstanbul, 2006.

Il semble qu'une partie des élites de l'AKP au moins souhaite une démocratisation plus étendue de la société turque dans son ensemble (ne serait-ce que pour affaiblir l'appareil d'Etat kémaliste et ses gardiens...). Dans ce cadre, des avancées furent ainsi faites ces dernières années vers les Kurdes, les alévis et des minorités officielles non-musulmanes, et elles continuent de plus belle. Mais ici, non seulement tous au sein de l'AKP ne parlent pas toujours d'une même voix², mais surtout, ce parti doit également composer avec d'autres secteurs de l'Etat, tels que l'armée, et tenir compte, sur le plan politique, de l'opinion des autres partis, tels le CHP kémaliste et le MHP nationaliste. Une autre question, que nous nous poserons plus loin, est celle de savoir dans quelle mesure la base électorale de l'AKP partage ces valeurs démocratiques ou si, au contraire, s'appuyant sur le fait que « leur » parti est au pouvoir, une partie de celle-ci l'instrumentalise localement au service de leur propre vision étroitement conservatrice de la société.

En novembre 2006 paraissait une étude intitulée « Religion, société et politique dans une Turquie en mutation »³ qui révélait les difficultés d'une partie importante de la société turque à accepter pleinement la diversité culturelle et le pluralisme indispensable à l'approfondissement de la démocratie dans ce pays. Par exemple, à la question « Qui ne souhaitez-vous pas avoir comme voisin ? », voici les réponses données : un couple homosexuel (66 %), une famille athée (49 %), une famille grecque-orthodoxe (43 %), une famille arménienne (42 %), une famille juive (39 %), une famille kurde (28 %), une famille d'une autre confession (c'est-à-dire alévie, pour les sunnites et inversement : 24 %). A cela, on peut ajouter que 70 à 75 % de la population est opposée au mariage de son enfant avec un non-musulman et que 58 % affirme que l'activité des missionnaires qui répandent une religion non-musulmane doit être restreinte. Sur le terrain, la société turque est ainsi traversée par une autre division que celle qui sépare « laïcs » et « islamistes » : *biz ve ötekiler*, « nous et les autres ». « Nous », la majorité, c'est-à-dire les Turcs-musulmans-sunnites et « les autres » constitués par les Kurdes-alévis-non musulmans.

Nous et les autres : les « Turcs » et le reste

Pour comprendre cette division, il est nécessaire dans un premier temps de nous pencher sur la vision nationaliste du « nous et les autres » qui est au fondement de la République turque et disséminée par l'enseignement, qui imprègne les mentalités et double sur un autre plan le conservatisme social de l'Anatolie profonde. Ce nationalisme trouve sa source dans ce que l'on appelle en Turquie le « complexe de Sèvres » qui continue d'engendrer une paranoïa contre tout ce qui pourrait faire penser à une « division » du pays.

Après la perte par l'Empire de la plupart de ses territoires européens et l'immigration de centaines de milliers de musulmans en Anatolie au cours du XIX^e et au début du XX^e siècle, suite à l'émergence des nationalismes dans ces régions, et après la défaite de l'Empire allié à l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale et la défection des parties arabes durant celle-ci, les grandes puissances décident en 1920, à Sèvres, de se partager ce qui restait, à savoir l'Anatolie, ne laissant aux Turcs qu'une petite partie autour d'Ankara, s'octroyant des zones d'influences, créant des territoires autonomes pour les Kurdes et les Arméniens, et donnant Izmir et son arrière-pays à la Grèce. Cette dernière en profite alors pour tenter de réaliser sa « Grande Idée » nationale et commence à envahir l'Anatolie. Tout cela provoque en retour la réaction de Mustafa Kemal et la guerre de libération qui se conclut avec le traité de Lausanne en 1923 et un échange de population avec la Grèce. C'est ce traité, et l'interprétation restrictive qu'en fera la Turquie (reconnaissance de seulement trois « minorités » non musulmanes, les seules à porter cette dénomination, à savoir les juifs, les Grecs et les Arméniens), qui sera à la base des modalités d'autonomie culturelle relative pour ces trois minorités.

La naissance traumatique de la Turquie républicaine dans ce contexte marqué par les guerres, les nationalismes et l'intervention des grandes puissances donnera lieu à une perception des minorités (religieuses et ethniques) comme étant une menace envers « l'Etat turc », qui « avec son territoire et sa nation est une entité indivisible » et dont « la langue est le turc »⁴. Pendant des décennies, les « autres », qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, ont été considérés comme des ennemis potentiels qui pouvaient « nous divi-

4. Voir les articles 3, 5 et 14 de la Constitution de la République turque.

ser ». Consciente de sa « contingence » (elle aurait pu ne pas exister), la Turquie a longtemps réagi de manière agressive à tout ce qui pouvait potentiellement remettre en cause son unité et sa souveraineté. Consciente de sa fragilité et de sa faiblesse, elle s'est inscrite dans le mouvement de modernisation et d'occidentalisation commencé déjà au XIX^e siècle. Radicalisé par Atatürk et enraciné par lui dans une « turcité » réinventée comme nouvelle source d'unité, d'identité et de dignité, ce mouvement avait pour but de faire accéder la Turquie à la « civilisation contemporaine » et ainsi de faire en sorte que ce pays des Turcs compte dans le monde qui compte. L'aboutissement de ce processus fut la demande d'adhésion à l'Union européenne... qui lui demande maintenant de reconnaître et d'accepter sa diversité, dans les douleurs de l'enfantement d'un pays neuf ouvert à sa propre pluralité et à ses voisins. C'est que la « civilisation contemporaine » au XXI^e siècle est différente de celle de l'époque qui a vu naître la République près d'un siècle auparavant...

Pour construire cette nation turque et fière de l'être, la République s'est appuyée particulièrement sur l'éducation. Il faudrait parler longuement ici du contenu des manuels scolaires, promouvant une vision nationaliste et unitariste blessante pour ceux qui ne font pas partie de la majorité turque-musulmane-sunnite et renforçant indirectement les discriminations⁵. Nous nous contenterons ici de citer ce qui a bercé dans leur enfance tous les citoyens de la République. En effet, adoptant en quelque sorte la méthode Coué, celle-ci fait proclamer chaque matin par tous les élèves des écoles primaires du pays, le serment suivant : « Je suis turc, je suis juste, je suis travailleur. Mon principe est de protéger les plus jeunes, de respecter les anciens, d'aimer mon pays et ma nation plus que moi-même. Mon idéal est de grandir et de progresser. O Grand Atatürk ! Je fais le serment de marcher sans m'arrêter sur la voie que tu as ouverte vers le but que tu as indiqué. Que mon existence soit un cadeau à l'existence des Turcs. Heureux celui qui dit : "Je suis turc" ». On peut concevoir que tous, au sein de la République, ne proclament pas ce serment avec le même enthousiasme...

Car qu'est-ce qu'être turc ? Les Kurdes ou les Arméniens sont-ils obligés de se considérer comme « turcs », ou alors comme étrangers dans leur propre pays ? Dans son rapport soumis, au nom d'un groupe de travail sur les droits culturels et des minorités, au Premier ministre en novembre 2004 et lar-

5. Pour une brève synthèse récente sur le sujet, voir par exemple la plaquette de Nurcan Kaya, *Forgotten or Assimilated? Minorities in the Education System of Turkey*, Minority Rights Group International, 2009.

gement débattu à l'époque, Baskin Oran fit une proposition « hérétique » qui fit l'effet d'une bombe⁶. Alors qu'à l'époque impériale, les citoyens de l'Empire étaient « ottomans », rappelle-t-il, la République, qui a hérité des différents groupes religieux, ethniques et autres, a fait de ses citoyens des « Turcs » (en turc : *Türk*), s'aliénant ainsi différentes composantes de la population qui ne se reconnaissaient pas sous cette appellation, soit parce que « ethniquement » et culturellement, ils ne se reconnaissent pas comme tels, soit parce que n'étant pas musulmans, ils ne se reconnaissent pas, et ne sont pas reconnus, comme « turcs ». C'est pourquoi il suggère de séparer « nationalité » (au sens ethnique et religieux du terme) et « citoyenneté », et de faire des habitants de Turquie non plus des *Türk*, mais des *Türkiyeli* (en rajoutant le suffixe *-li* au nom du pays, *Türkiye*, comme cela se fait dans la langue turque pour beaucoup de noms de nationalité). Il introduit ainsi les notions de sub- et supra-identité qui commenceront peu à peu à être utilisées publiquement, y compris par le Premier ministre, au grand dam des nationalistes et des kémalistes purs et durs, à commencer par l'armée.

Etre différent dans la Turquie profonde

Après avoir évoqué le nationalisme « issu du sommet », il nous faut maintenant revenir à l'autre source de discrimination que constitue le conservatisme social présent dans « la Turquie de l'intérieur »⁷, et la pression sociale qu'il exerce sur les individus.

Pendant longtemps, les discriminations les plus débattues en Turquie furent celles touchant à l'expression publique des sentiments et symboles religieux. Elles concernaient en effet une partie de la population appartenant à la majorité turque-musulmane-sunnite. Le contexte politique a cependant changé depuis le début des années 2000. Le parti au pouvoir est maintenant l'AKP, un parti qui se dit « démocrate-conservateur » et qui a ses origines dans la réforme d'un parti islamiste. Il représente, entre autre, cette population qui s'estimait précédemment discriminée. De quelle manière cette représentation va-t-elle s'exprimer ? Lors d'une interview en 2007, le sociologue Şerif Mardin avait utilisé l'expression « pression de voisinage » (*mahalle baskısı*)⁸ pour évoquer la pression sociale dont peuvent être victimes les

6. Pour le contenu de ce rapport et les controverses qu'il a soulevées, cf. Baskin Oran, « The Minority Report Affair in Turkey », *Regent Journal of International Law*, vol. 5, 2007, p. 1-93.

7. Spécialement au centre et à l'est de l'Anatolie, par exemple dans des régions comme celles de Trabzon, Erzurum, Malatya, Sivas, Kayseri, mais aussi dans les banlieues de certaines grandes villes.

8. Pour plus de détails, cf. Ruşen Çakır, *Mahalle Baskısı. Prof. Dr. Şerif Mardin'in Tezlerinden Hareketle Türkiye'de İslam, Cumhuriyet, Laiklik ve Demokrasi*, Doğan Kitapçılık, İstanbul, 2008.

9. Nous nous appuyons ici sur l'enquête de Binnaz Toprak et al., *Türkiye'de Farklı Olmak. Din ve Muhafazakârlık Ekseninde Ötekileştirilenler. Mahalle Baskısı Araştırma Raporu* [Etre différent en Turquie. Ceux qui sont stigmatisés dans l'axe de la religion et du conservatisme. Rapport de recherche sur la pression de voisinage], Metis Yayınları, Istanbul, 2009.

10. Ils n'ont bien souvent pas le choix : leur lieu d'étude dépend de leurs résultats à un concours.

personnes différentes de la majorité conservatrice dans certains quartiers des grandes villes ou certaines régions de l'intérieur. Depuis lors, on évoque de temps en temps dans certains médias les formes que cette pression peut prendre et le rôle éventuel de cadres du parti au pouvoir dans celle-ci.

Le conservatisme religieux et social de l'Anatolie profonde⁹ n'est pas neuf et ne date pas d'hier. Etre différent du « nous » constitué par la majorité de la population (turque musulmane sunnite) et se comporter de manière peu conforme aux traditions dans ces régions, n'a jamais été facile. Ainsi, les jeunes gens venant des grandes villes de l'Ouest ou de la côte méditerranéenne qui vont étudier dans les universités de ces régions¹⁰ sont-ils « encouragés » à couper leurs cheveux longs et à enlever leurs boucles d'oreille. S'ils peuvent parfois se sentir davantage à l'aise, lorsqu'ils résident sur le campus universitaire (mode de vie, relations garçons-filles, etc.) plutôt que chez l'habitant, ce n'est pas nécessairement garanti, dès lors que certains campus (comme Erzurum par exemple) sont dominés par les nationalistes : il n'y fait pas toujours bon vivre s'il on est kurde, alévi ou que l'on est vu avec un journal de gauche.

Dans ces régions, être laïc militant, membre du parti kémaliste, ou de l'Association de la Pensée atatürkiste est quasiment considéré comme un péché. Traités de communistes, de matérialistes, d'athées, de partisans du PKK ou d'alévis, ces personnes ressentent de fortes pressions. Mais celles-ci s'exercent également sur ceux qui sont musulmans « autrement » (qui, par exemple, mangent ou fument dans la journée durant le mois de ramadan). Les alévis sont ici une cible de choix. Représentant approximativement 15 % de la population en Turquie, ils sont victimes de bien des discriminations et de préjugés. Formellement musulmans (mais tous n'acceptent pas cette dénomination : il s'agit en fait d'une religion syncrétique mélangeant islam chiite et d'autres traditions religieuses), ils ne jeûnent pas en ramadan, boivent de l'alcool, ne prient pas à la mosquée (mais hommes et femmes ensemble dans une *cemevi*) et les femmes ne portent pas nécessairement le foulard. Ils votent traditionnellement « laïc » et à gauche. L'Etat a également essayé de gommer leur différence, mais c'est tout doucement en train de changer.

On peut citer également les chrétiens de diverses confessions. Sans nous focaliser sur les difficultés que ces derniers peuvent parfois rencontrer aussi bien dans la vie

sociale que sur le plan organisationnel, nous voudrions signaler plus particulièrement la paranoïa qui s'est répandue plus spécialement dans les milieux ultranationalistes contre les « missionnaires », relayée par la presse populaire, et même par la très officielle Présidence des Affaires Religieuses (*Diyanet İşleri Bakanlığı*) au nom de la protection de la culture nationale, et qui a parfois mené à des violences graves, particulièrement l'assassinat du prêtre catholique italien Andrea Santoro, dans son église à Trabzon en 2006, et le massacre de trois chrétiens protestants travaillant pour une maison d'édition publiant des bibles, à Malatya en 2007¹¹.

11. Si le tout venant était prêt à condamner ce massacre, il est intéressant de noter que beaucoup rajoutaient cependant « qu'ils l'avaient bien cherché... ».

Un double défi sur un horizon européen

A la lecture de tout ceci on se rend compte que la Turquie a encore du chemin à parcourir avant de devenir un pays respectueux des différences de chacun et où chaque citoyen puisse se sentir véritablement « chez lui » sans renier aucune de ses richesses culturelles, religieuses et linguistiques. Comme on l'a vu, le combat à mener est double, à la fois contre un nationalisme unitariste étroit qui engendre parfois des dérives, datant des origines de la République, inscrit en partie dans la Constitution et dans le système législatif et enraciné dans les mentalités et la mémoire collective par le système éducatif, et contre le conservatisme social et les préjugés envers ceux qui sont « différents », présents dans la « Turquie profonde ». Ces deux courants ont donné naissance à des théories du complot complètement irrationnelles, largement diffusées par une partie de la presse et de la littérature populaires.

Une société civile libérale-démocrate commence cependant à se faire entendre. Nous avons cité quelques acteurs appartenant à ce courant dans cet article. On peut mentionner également les manifestations qui prirent place après l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink par un ultranationaliste en janvier 2007, et où des milliers de personnes défilèrent dans les rues d'Istanbul avec des pancartes sur lesquelles il était écrit : « Nous sommes tous Hrant. Nous sommes tous Arméniens », montrant qu'une nouvelle conception du « nous » est en train de naître et de s'exprimer. Près de deux ans après, le 15 décembre 2008, deux cents intellectuels mettent en ligne une pétition demandant pardon aux Arméniens pour la « Grande catastrophe » de 1915¹², susci-

12. « Ma conscience ne peut accepter que l'on reste indifférent à la "Grande Catastrophe" que les Arméniens ottomans ont subie en 1915, et qu'on la nie. Je rejette cette injustice et, pour ma part, je partage les sentiments et les peines de mes sœurs et frères arméniens et je leur demande pardon. » (<http://www.ozurdiliyoruz.com>).

13. Voir, par exemple, en traduction française : Fethiye Çetin, *Le livre de ma grand-mère*, Editions de l'Aube, 2004 ; Elif Shafak, *La bâtarde d'Is-tanbul*, Editions Phébus, 2007.

14. Un des exemples les plus souvent notés est l'éloignement des lieux où l'on vend et sert de l'alcool en périphérie de certaines villes contrôlées par l'AKP. Une autre déviation à l'échelle locale est le clientélisme politique, à savoir qu'être membre du parti ou de tel syndicat proche du pouvoir, ou même être abonné à tel journal plutôt qu'à tel autre, facilitera la promotion sociale ou les relations d'affaires. Mais ce clientélisme n'est pas neuf en Turquie et est le propre de tout parti au pouvoir dans ce pays. Le rôle social des communautés religieuses (*cemaat*) et de leurs réseaux, tel que le mouvement de Fethullah Gülen, mérite également d'être mentionné dans ce contexte.

15. Plus récemment, après l'annonce d'une trêve unilatérale par le PKK en avril dernier et surtout celle d'un futur dévoilement d'une feuille de route par Abdullah Öcalan, leader emprisonné de cette organisation, en juillet, le gouvernement turc a décidé de prendre les choses en main et d'entamer un processus d'ouverture envers les Kurdes. Un acte symbolique très fort fut le retour d'Irak et l'amnistie d'un premier groupe de rebelles du PKK en octobre. D'autres groupes devraient suivre. A côté de cela, diverses réformes sont en cours de discussion.

tant des réactions passionnées de tous les milieux. La littérature n'est pas en reste, qui évoque ces dernières années l'histoire de Turcs d'aujourd'hui découvrant les origines arméniennes d'un membre de leur famille¹³.

Mais ce courant reste politiquement minoritaire. La grande division reste celle entre, d'une part, le CHP kémaliste qui se dit « laïc », mais qui en fait est dirigiste, étatiste et nationaliste, représentant les anciennes élites appuyées également par le système judiciaire et l'armée, et qui aurait besoin d'une bonne réforme, et d'autre part l'AKP conservateur, un nouveau parti qui se dit « démocrate » et qui est soupçonné « d'islamisme » par son adversaire ; il s'agit en fait d'un parti pragmatique et composite rassemblant libéraux démocrates, nationalistes et « islamistes modérés », défendant plus particulièrement les intérêts des nouvelles classes moyennes anatoliennes et aspirant à attirer vers le centre une périphérie jusque là délaissée.

Cette polarisation de la société n'aide pas vraiment à opérer des réformes. Le pan kémaliste fait obstruction aux « ouvertures démocratiques », au nom de sa vision unitariste et nationaliste, sécuritaire et dirigiste, par peur de perdre de son ascendant sur le pays et d'être envahi par une culture « rétrograde ». Le pan conservateur au gouvernement, s'il met en route des réformes effectives, soutenues et promues par l'Union Européenne, a tendance à ne les distiller qu'au goutte à goutte, pour ménager la frange conservatrice de son électorat et assurer sa propre survie face aux gardiens de l'Etat ; mais quand il le fait, il a parfois tendance à les imposer sans réelle concertation avec l'opposition, au nom de la « loi de la majorité ». De plus, au plan local, il se fait quelquefois dépasser sur la droite par des cadres qui, effectivement, participent à la « pression de voisinage » dont nous avons parlé plus haut¹⁴.

On comprend mieux dès lors l'importance capitale du processus d'adhésion à l'Union Européenne et le rôle moteur essentiel que celui-ci est à même d'exercer sur les composantes majeures de la société turque. Grâce à celui-ci, depuis le début des années 2000, la Turquie s'est ouverte comme jamais auparavant, aussi bien à l'intérieur (plusieurs paquets de réformes constitutionnelles, changements législatifs, ouvertures envers plusieurs minorités, à commencer par les Kurdes¹⁵, sans parler du spectaculaire déverrouillage de nombreux tabous dans le discours public...) qu'à l'extérieur

(en faisant la paix avec ses voisins : notons ici, plus particulièrement, le processus en cours avec l'Arménie)¹⁶. Mais il y a encore du chemin à faire. La constitution actuelle, fruit du coup d'Etat militaire de 1980, a ainsi besoin d'être entièrement réécrite, ce qui fait d'ailleurs actuellement l'objet de débats passionnés entre kémalistes et conservateurs. Et nous ne reviendrons pas ici sur la nécessité d'une réforme de l'enseignement, capitale pour la genèse d'une nouvelle Turquie.

Si de nombreux Turcs sont les premiers à dire que, même si l'Union Européenne ne poussait pas par derrière, il serait de toute façon bon pour le pays de procéder à des réformes, il n'empêche que sans le processus d'adhésion, il manquerait au levier de la démocratisation en cours le point d'appui capable de le rendre réellement effectif à court terme.

JEAN-MARC BALHAN s.j.

16. Au-delà de la dynamique d'adhésion mais en lien avec elle, la politique étrangère de la Turquie, articulée par Ahmet Davutoğlu, un universitaire qui fut conseiller d'Erdogan pendant sept ans avant de devenir ministre des Affaires étrangères en mai dernier, a changé de paramètres et repose maintenant sur deux axes : celui de « zéro problèmes » avec ses voisins et celui de « profondeur stratégique » qui pousse à la création d'une zone d'influence politique, économique et culturelle, spécialement dans son environnement proche (les Balkans, le Sud Caucase et le Proche-Orient).